

qu'avec le temps nous y avons porté nos ventes à \$418,000. Ce marché pourrait et devrait être étendu, selon moi.

Même si le moment est venu de songer à la question, je suis d'avis que c'est peut-être s'illusionner un peu que de s'attendre à l'établissement très prochain d'une union douanière. Le passé nous apprend que l'évolution des unions douanières s'est généralement faite plutôt lentement. On se rappelle qu'après la seconde Grande Guerre, de nombreuses unions douanières étaient en perspective entre des pays ayant sensiblement les mêmes intérêts sur le plan politique et visant le même objectif: l'amélioration de leur situation économique. Mais il faudra encore du temps avant que leur projet d'union douanière devienne une réalité.

Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'une union douanière ou, pour m'en tenir davantage au texte de la proposition de résolution, une zone de libre-échange, ne pourrait devenir une réalité entre ces deux régions de l'Amérique du Nord que la tradition unit si étroitement. Mais je pense que, quelque énergie que déploie le gouvernement à cet égard, une telle union ne peut se réaliser rapidement. Je conviens que nous devons nous rapprocher de cette région. En notre qualité du plus vieux des membres du Commonwealth, nous sommes heureux de l'essor sur notre hémisphère d'un autre membre éventuel de cette belle association. Je crois également que nous pouvons jouer un rôle utile. Je suis en faveur de la mise au point d'un Plan des Caraïbes, un peu comme le Plan de Colombo. On a pris des mesures dans ce sens. Les États-Unis ont eux aussi fourni de l'aide technique, mais ce n'est qu'un commencement, comme les Antillais en sont bien convaincus. A mon avis nous devrions nous dire que nous ne faisons que commencer.

Mais il y a un point de vue encore plus large, c'est-à-dire que nos relations avec les Antilles obligeront, dans une bonne mesure, la maturité politique canadienne à s'affirmer. Il nous a fallu beaucoup de temps pour reconnaître notre position dans le monde. Pendant de nombreuses années, nous avons été fort occupés à pénétrer dans nos propres régions inexploitées. Mais, ensuite, nous avons pris le large et occupé notre place dans le monde, en particulier dans le triangle de l'Atlantique nord qui fait si bien partie de notre histoire. Mais nous appartenons à notre hémisphère. En tant que puissance ayant des responsabilités mondiales, nous ne pouvons regarder qu'à Washington, au sud, et qu'en Europe occidentale. Nous avons une place de chef ici, dans notre partie du monde.

En union étroite avec cette grande collectivité multiraciale, nous pouvons aller de l'avant avec elle et donner le ton dans notre partie du monde. J'imagine qu'un beau jour, —et, bien entendu, ce n'est là que mon opinion et mon espoir personnels,—nous pourrions prendre place aux côtés d'une Fédération des Antilles tout à fait indépendante et membre du Commonwealth dans l'organisation des États américains, souvent appelé l'Union pan-américaine. Ce serait-là la pleine mesure de notre solidarité et de notre fraternité continentales avec cette nouvelle et très intéressante jeune nation que nous voyons prendre dans ce monde troublé, difficile et pourtant intéressant qui incite à l'action.

**M. Harold E. Winch (Vancouver-Est):** Monsieur l'Orateur, parce que je suis originaire d'une province qui dépend fondamentalement des exportations pour son bien-être, toute motion dont est saisie la Chambre au sujet de l'expansion des échanges ou d'une plus grande liberté du commerce m'intéresse toujours beaucoup. La motion présentée par le député d'Ottawa-Ouest (M. McIlraith) que nous étudions en ce moment, est de cette nature.

Je ne dis pas que j'approuve toutes les observations du préopinant. Je tends même à croire qu'il a un peu trop poussé la note pessimiste en se déclarant incapable de voir progresser les échanges entre la Fédération des Antilles et le Canada selon un rythme aussi rapide que l'escompte, à mon avis, le proposant,—et que je l'escompte d'ailleurs moi-même. Ce n'est pas souvent qu'un pays avec lequel nous entretenons depuis des années des échanges qui s'accroissent sans cesse, est venu à nous ces dernières semaines ou même ces derniers mois, pour nous dire qu'il voudrait augmenter ses achats chez nous en nous demandant pourquoi nous ne les aidons pas dans ce sens.

Plus d'une publication importante a signalé ces dernières semaines que notre pays ne relevait pas le défi stimulant que représente l'occasion d'accroître nos exportations à destination des Antilles. Récemment encore, au cours des dernières semaines, j'ai pris connaissance d'un numéro intéressant du bulletin commercial que publie la Banque Canadienne de Commerce. Je parle du numéro 2 de mars de cette année. J'aimerais en citer deux paragraphes. Voici ce que nous trouvons à la page 8:

Le problème consistant à surmonter des habitudes d'achat orientées dans les Antilles vers le Royaume-Uni et celui du maintien de prix de concurrence relève avant tout du domaine des ventes et de la production. Mais à longue échéance il y a un peu plus d'espoir pour le Canada qui peut, en même temps, participer activement à l'édification d'une économie prospère aux Antilles.